



Des milliers d'emplois menacés chez ENGIE

La CFE Energies dénonce la suppression de 950 emplois et la délocalisation de centaines d'emplois

Alors qu'ENGIE se veut le héraut de la responsabilité sociétale et climatique dans la foulée de la COP 21 et le leader d'une transition énergétique pourvoyeuse d'emplois nouveaux et non délocalisables, la CFE Energies fustige le double discours d'ENGIE dont le plan de transformation mène à la suppression d'emplois et à la fermeture de sites en Europe, et particulièrement en France, loin de la responsabilité sociale dont le groupe se targue. C'est parce que le Ministre de l'Industrie prône un modèle productif guidé par la Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) que la CFE Energies demande à ENGIE et à son premier actionnaire de sortir du double discours et de passer à l'acte !

Depuis la dernière conférence mondiale sur le climat, ENGIE n'a de cesse de mettre en avant son rôle de leader dans la transition énergétique et son exemplarité en matière de responsabilité climatique, quitte à verser, comme de nombreuses entreprises, dans les excès du greenwashing. Dans le même temps, ENGIE se prévaut d'une longueur d'avance en matière de Responsabilité Sociale d'Entreprise, concept qui prend de plus en plus d'ampleur dans la gouvernance d'entreprise.

Malgré cet affichage d'exemplarité et de responsabilité, ENGIE n'a pas hésité, dans le cadre de son plan de transformation, à annoncer la suppression d'environ 950 postes en France, la fermeture de 4 centres d'appel et la délocalisation de centaines d'emplois. Un niveau jamais atteint par le Groupe ! ENGIE n'a pas non plus hésité à succomber aux charmes d'une offshorisation destructrice d'emplois chez ses prestataires situés en France. Bref, la transformation d'ENGIE se résume à un énième plan de réduction des coûts, bien loin des promesses d'une transition énergétique pourvoyeuse d'emplois nouveaux et non délocalisables.

Pour les emplois dans les territoires, l'activité clientèle en France, les conséquences seront catastrophiques. La première étape d'aujourd'hui, à fin 2019, consiste à réduire de 50 % l'activité en France, soit 535 emplois directs chez ENGIE, et entre 1500 et 2000 emplois indirects, chez les sous-traitants, en France. Pour la première fois, la délocalisation des activités de commercialisation dans des pays à bas coûts dans une logique de dumping social au détriment de l'emploi en France, ne semble pas émouvoir l'Etat actionnaire principal.

Or, la semaine dernière, le Ministre de l'Economie et de l'Industrie a défendu avec force un nouveau modèle productif français qui intègre la responsabilité sociale et environnementale. La CFE Energies lui dit chic et lui demande de passer du discours de campagne aux actes concrets.

Emmanuel Macron est en effet responsable de la politique de l'Etat actionnaire, qui n'est autre que le premier actionnaire d'ENGIE avec près d'un tiers du capital. Alors que les citoyens français attendent de l'Etat qu'il défende les emplois situés sur le territoire national et non qu'il favorise les suppressions d'emplois et les délocalisations, l'Etat actionnaire ne peut donc pas cautionner les destructions massives d'emplois d'ENGIE en France au nom de la rentabilité financière. Il ne peut se comporter en actionnaire vorace et peu soucieux des conséquences pour les territoires de choix managériaux dévastateurs.

Cette exemplarité sociale, ce souci de l'emploi en France, ce patriotisme économique et social que d'autres pays n'hésitent pas à défendre, sont indispensables pour réconcilier les citoyens français avec leurs élites. C'est ainsi qu'ENGIE mettra ses actes en cohérence avec son discours de responsabilité et d'exemplarité. C'est ainsi que l'Etat jouera clairement son rôle au service des citoyens !

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com